

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 046 | DU 1^{er} AU 15 AVRIL 2017



COHÉSION SOCIALE : LA NOUVELLE REPRÉSENTANTE SPÉCIALE ADJOINTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PREND CONTACT AVEC DIFFÉRENTS ACTEURS SUR LE TERRAIN



• LES VISITES D'INSTITUTIONS EN RCA SONT L'EXPRESSION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, SELON LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL



• LA COLLABORATION ENTRE UNPOL ET FSI EN REVUE



• POUR FAIRE DU SPORT UN VECTEUR DE PAIX ET DÉVELOPPEMENT EN RCA

<https://minusca.unmissions.org>



SOMMAIRE

4 COHESION SOCIALE **LA NOUVELLE REPRÉSENTANTE SPÉCIALE ADJOINTE PREND CONTACT AVEC LES ACTEURS SUR LE TERRAIN**

4 **DEUX NOUVEAUX MAGISTRATS POUR SIÉGER À LA COUR PÉNALE SPÉCIALE**

5 **LES VISITES D'INSTITUTIONS EN RCA SONT L'EXPRESSION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, SELON LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL**

8 LUTTE CONTRE LES MINES ET RESTES D'EXPLOSIFS : **SENSIBILISER LES ENFANTS AUX DANGERS**

10 **POUR FAIRE DU SPORT UN VECTEUR DE PAIX ET DÉVELOPPEMENT EN RCA**

DIRECTEUR DE PUBLICATION :

Hervé Verhoosel

RÉDACTRICE EN CHEF :

Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE :

Philippe D'Almeida, Ghislaine Atta,

Steve Reve Niko, Nadietou Daouda Zibilila

PHOTOGRAPHIE :

Herve Serefio

MISE EN PAGE :

Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER

Francis Yabendji-Yoga

PRODUCTION :

Unité Publication & MultiMedia Bureau de la
Communication et de l'Information Publique -
MINUSCA - CPIO 2017



Conception : Bureau de la Communication et de l'Information Publique - MINUSCA



Bangui | Bangassou | Obo | Bria | Kaga-Bandoro | Bambari
Bossangoa | Bouar | Paoua | Ndele | Birao | Berberati



COHÉSION SOCIALE : LA NOUVELLE REPRÉSENTANTE SPÉCIALE ADJOINTE PREND CONTACT AVEC LES ACTEURS SUR LE TERRAIN



Photo UN / MINUSCA

Nommée, le 2 mars 2017, par le Secrétaire général des Nations-Unies, António Guterres, en tant que sa Représentante spéciale adjointe en RCA, Coordinatrice humanitaire et Représentante résidente du PNUD, Najat Rochdi, a démarré, le 12 avril 2017, sa première visite de terrain par une série de descentes en divers points de Bangui, dans le de faire le point sur le processus de cohésion sociale.

Ces visites l'ont conduite respectivement à l'aéroport de Bangui Mpoko où elle a visité un projet de construction d'infrastructures de la base militaire; au quartier Boy-Rabe où elle a eu des discussions avec le maire du 4^{ème} arrondissement, Brigitte Isabelle Andara, puis visité le centre culturel et sportif. Mme Rochdi s'est aussi rendue à PK5, dans le 3^{ème} arrondissement, et échangé avec les autorités municipales et les leaders communautaires.

Mme Rochdi a fait le constat selon lequel « dans la jeunesse centrafricaine, nous avons un potentiel formidable », indiquant que les jeunes « vont être un architecte très important dans la consolidation de la paix » car, a-t-elle observé, il existe une « volonté de leur part de revenir à une vie normale et de se réinsérer. »

Cette réinsertion passe, entre autres, par des différents projets financés par le système des Nations Unies en RCA, au nombre desquels le projet de construction, avec des infrastructures durables, de la base militaire, un site sur lequel travaillent quelque 120 personnes et 45 personnes en formation. Autre projet, le centre culturel et sportif de Boy Rabe, qui a recruté et formé, depuis son lancement en 2014, 105 jeunes centrafricains. « J'ai vu la fierté dans le regard de plusieurs des jeunes que j'ai rencontrés aujourd'hui de pouvoir dire qu'ils ont un travail régulier, honnête et qu'à partir de là, ils ont été capables de retrouver leur dignité et de jouer un rôle actif dans leur communauté et dans leur famille », a confié la Représentante spéciale

adjointe après avoir visité ces deux chantiers.

Le maire de Boyerab, Brigitte Isabelle Andara, a salué l'action des Nations Unies, car le centre culturel et sportif est « un joyau pour la jeunesse et la population du quatrième arrondissement » de Bangui.

La Coordinatrice humanitaire et Représentante résidente du PNUD a, ensuite, relevé plusieurs actions qui continuent d'être des priorités, notamment le retour des déplacés internes. « Nous devons les accompagner dans ce retour et nous assurer que cela est fait dans les meilleures conditions possibles », a expliqué Najat Rochdi.

Aux habitants du quartier Kilomètre 5 (PK5) où la cohésion sociale est un défi quotidien, elle a fait valoir qu'il « est dans notre agenda de réellement appuyer cette réconciliation, promouvoir encore plus le dialogue et en faire un élément et une activité centrale au niveau de nos programmes et au niveau de notre intervention » ■

Le maire de Boyerab, Brigitte Isabelle Andara, a salué l'action des Nations Unies, car le centre culturel et sportif est « un joyau pour la jeunesse et la population du quatrième arrondissement » de Bangui.

La Coordinatrice humanitaire et Représentante résidente du PNUD a, ensuite, relevé plusieurs actions qui continuent d'être des priorités, notamment le retour des déplacés internes. « Nous devons les accompagner dans ce retour et nous assurer que cela est fait dans les meilleures conditions possibles », a expliqué Najat Rochdi.

Aux habitants du quartier Kilomètre 5 (PK5) où la cohésion sociale est un défi quotidien, elle a fait valoir qu'il « est dans notre agenda de réellement appuyer cette réconciliation, promouvoir encore plus le dialogue et en faire un élément et une activité centrale au niveau de nos programmes et au niveau de notre intervention » ■

Le maire de Boyerab, Brigitte Isabelle Andara, a salué l'action des Nations Unies, car le centre culturel et sportif est « un joyau pour la jeunesse et la population du quatrième arrondissement » de Bangui.

EN BREF

■ **LES CASQUES BLEUS** stationnés à Zémio, dans la préfecture du Haut-Mbomou (Sud-est) ont été la cible d'une attaque, 15 avril 2017, menée par des éléments armés en cours d'identification, équipés de fusils de type kalashnikov. Les casques bleus ont riposté à cette agression qui s'est soldée par deux morts et deux détenus parmi les assaillants. Un civil a été malheureusement touché par une balle perdue lors des échanges de tir. Sa vie n'est pas en danger. L'intervention des soldats de la paix a contraint les assaillants à prendre la fuite. Une mitrailleuse de type kalachnikov, des munitions et des téléphones portables ont été saisis par la MINUSCA. Les assaillants interpellés seront remis aux autorités judiciaires centrafricaines.

■ **LE COMMANDANT ADJOINT DE LA FORCE**, le général Daniel Sidiki Traoré, a effectué une visite de travail le 11 avril au camp du contingent égyptien, à Bangui. Cette visite lui a permis d'observer l'évolution des travaux de construction des bâtiments destinés à héberger les troupes.

■ **CAMPAGNE "CARTON ROUGE** contre toutes formes de violences et de discriminations à Bayanga et Nola

(préfecture de la Sangha-Mbaéré). C'était du 10 au 12 avril 2017. Au menu de cet évènement, un cross et des matches de football hommes/femmes dans les deux localités et une causerie débat avec les élèves du lycée moderne de Nola.

■ **APRÈS L'AGRESSION DONT A ÉTÉ VICTIME**, le 11 avril 2017, l'une des fonctionnaires de la MINUSCA dans l'exercice de ses fonctions à Bambari, une enquête a été ouverte aux fins d'identifier le ou les auteurs de cet acte inacceptable. La MINUSCA a appelé les communautés de Bambari au calme, et « à se prémunir de toute tentative de manipulation et à se joindre aux efforts entrepris pour renforcer le vivre-ensemble et la cohésion sociale. »

■ **CENT CHEFS DE QUARTIERS** et de villages à Ndélé et à Bamingui, ainsi que d'une soixantaine de membres de la société civile, d'associations de femmes et du conseil de la jeunesse à Bria, ont reçu, début avril, une formation sur la gestion des conflits, dans le cadre des efforts pour la réconciliation et la cohésion sociale, organisée par la MINUSCA en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique ■

DEUX NOUVEAUX MAGISTRATS POUR SIÉGER À LA COUR PÉNALE SPÉCIALE



© Droits réservés

A la faveur d'une conférence de presse qu'il a donnée le 11 avril 2017, le ministre centrafricain de la Justice, Flavien Mbata, a annoncé la nomination de deux juges d'instruction internationaux, près la Cour Pénale Spéciale pour la Centrafrique. Créée par la loi n°15.003 du 3 juin 2015, cette Cour est compétente pour enquêter, instruire et juger les violations graves des droits de l'Homme et les violations graves du droit international humanitaire, commis sur le territoire de la République centrafricaine depuis le 1^{er} janvier 2003.

Les deux magistrats sélectionnés pour siéger à cette juridiction spéciale sont Emmanuelle Ducos et Adelaïde Dembélé. De nationalité française, Emmanuelle Ducos est vice-Présidente chargée de l'instruction auprès du tribunal de grande instance de Paris, elle a été affectée, le 1^{er} janvier 2012, au pôle dédié à l'instruction des crimes contre l'humanité, génocide, crimes et délits de guerre. Magistrat depuis 1995, Madame Ducos a débuté sa carrière comme substitut du procureur près le tribunal de grande instance de Meaux en France. Quant à Adelaïde Dembélé de nationalité Burkinabè, elle est titulaire d'une maîtrise en droit public de l'Université de Ouagadougou et d'un diplôme

du cycle A de la magistrature de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature de Ouagadougou. Elle bénéficie de plus de vingt ans d'expériences en tant que chef d'équipe des cellules d'appui aux poursuites judiciaires mises en place par la résolution 1925 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (2010) au sein de la MONUSCO.

La loi portant création de la CPS a prévu une "approche progressive" pour la mise en place de la Cour. Ainsi, les Nations Unies, au travers de la MINUSCA qui a reçu du Conseil de Sécurité le mandat d'appuyer l'opérationnalisation de la Cour, ont prévu un soutien à l'installation de la Cour en deux phases : la première étant consacrée à l'appui aux enquêtes et à l'instruction ; et la seconde, axée sur l'appui aux procès.

En vertu de la résolution 2301 (2016) du Conseil de Sécurité, la MINUSCA a pour mandat, parmi ses tâches prioritaires, entre autres de faciliter la coordination et la mobilisation de l'appui bilatéral et multilatéral en faveur de la mise en place et du bon fonctionnement de la CPS.

La nomination d'Emmanuelle Ducos et d'Adelaïde Dembélé intervient près de deux mois après celle du Procureur Toussaint Muntazini, originaire de la République démocratique du Congo (RDC), le 14 février 2017.

Photo UN / MINUSCA



LE SAVIEZ-VOUS ?

« **Nous relancerons les négociations dès le 21 avril prochain lors d'une rencontre avec tous les groupes armés sans exclusive** », a annoncé le chef de l'État Faustin Archange Touadéra qui accompagnait la Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean, en visite à Bambari, à l'occasion de sa première visite en République centrafricaine du 11 au 14 avril 2017.

LES VISITES D'INSTITUTIONS EN RCA SONT L'EXPRESSION DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, SELON LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL

« Que ce soit la Banque mondiale, le mois dernier, et le Fonds monétaire international (FMI), le mois d'avant ; cela est absolument capital pour exprimer la solidarité de la communauté internationale aux côtés de la RCA ». Ainsi s'exprimait le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Parfait Onanga-Anyanga, à la fin de la visite, le 13 avril 2017 à Bambari, de la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Michaëlle Jean, et du Chef de l'Etat centrafricain, Faustin Archange Touadéra.

Pour le Représentant spécial, le déplacement de Michaëlle Jean à Bambari, afin de toucher du doigt la réalité en dehors de Bangui, est « l'expression d'un engagement encore plus fort d'un intérêt et d'une solidarité manifeste de l'OIF ». Cette organisation a, de tout temps, soutenu le chef de la MINUSCA, « été du côté de la RCA », tout en rappelant le partenariat entre l'OIF et la MINUSCA durant la période de Transition.

A Bambari, la Secrétaire générale de l'OIF a souligné l'importance de la présence de nombreux partenaires lors de la visite de Bambari, ce qui permettra de renforcer la coopération. « Ce qui a été formidable lors de cette visite, c'est que nous avons vraiment fait corps. Voir ensemble les Nations Unies, la Francophonie, le Président de la République, des ministres, c'est dire que nous travaillons et avançons ensemble avec une approche concertée et coordonnée », a dit Michaëlle Jean. Et de souligner que « dans cette chaîne de solidarité où tout s'emboîte », il faut faire en sorte de répondre correctement aux attentes des populations. « Quand les femmes à Bambari me disent qu'elles veulent l'électricité, je sais à quelle porte frapper, quels partenaires rassembler pour cela », a-t-elle renchéri, en rappelant la contribution de la Francophonie, notamment au retour à l'état de droit en RCA.

La Secrétaire générale de l'OIF dit, par ailleurs, avoir « senti cette confiance placée par la population en la MINUSCA, qui fait ce travail pour la sécurité ». Le Chef de l'Etat abonde dans le même sens, remerciant, au moment de quitter Bambari, la Mission qui « a beaucoup aidé et fait un travail remarquable ».



LA COLLABORATION ENTRE UNPOL ET FSI EN REVUE



Photo UN / MINUSCA

Le 15 Avril 2017, une délégation conduite par le Chef de la composante de la Police MINUSCA, le Général de Brigade Roland Zamora, s'est rendue à Bambari accompagnée des partenaires nationaux afin de voir sur le terrain la coopération entre

l'UNpol et les Forces de sécurité intérieure. La délégation a pu s'enquérir des conditions de vie et de travail des unités de police constituée et spécialisée du contingent Rwandais, au quartier Combattant (huitième arrondissement de Bangui).

Ce camp occupe une position importante dans la stratégie de dissuasion de la MINUSCA et contribue à l'amélioration de la situation sécuritaire dans cet arrondissement, jadis fort crimino-gène. Au cours de la rencontre, les deux commandants ont présenté au Général ZAMORA, la situation administrative, les tâches opérationnelles, leurs secteurs de responsabilité, les difficultés et les défis de leurs unités respectives. Le commissaire par intérim de la Police de la MINUSCA a félicité les commandants d'unités, avant de témoigner directement sa satisfaction aux éléments, pour la discipline dont ils font preuve, tout en les invitant à redoubler toujours d'efforts pour la réussite des missions de la Police MINUSCA.

Une visite guidée des installations a permis au Général de voir l'état d'avancement des travaux entrepris dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des éléments et de faire des recommandations ■

UNE MISSION BANGLADAISE EN RCA POUR S'ENQUÉRIR DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES CONTINGENTS

Arrivée à Bangui le 09 avril 2017 dans le cadre d'une tournée dans les missions des Nations Unies abritant des contingents bangladais, une délégation composée de trois officiers bangladais, dirigée par le Général Major M.D. Nazimuddin a rencontré, le 14 avril 2017, a été reçue par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies

en RCA et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga.

Auparavant, la délégation a visité les unités bangladaises (1.053 soldats au total) déployées dans l'ouest et au centre de la RCA, afin de s'imprégner des conditions de vie et de travail des différentes formations.

Il est à rappeler que le Bangladesh contribue par qui sont déployés à

l'Ouest et au centre de la RCA. Classé 2eme en terme d'effectif après le Pakistan, ce contingent se compose des fantassins, une unité des forces spéciales, des unités de transmission et un personnel médical.

Après la République centrafricaine, la délégation se rendra au Mali ■

LA POLICE DE LA MINUSCA FACE AUX DÉFIS SÉCURITAIRES À KAGA-BANDORO



Photo UN / MINUSCA

Kidnapping suivi de demandes de rançon, braquages, dénonciations d'individus sur la base de rumeurs, pour ne citer que ceux-ci, figurent sur la liste des crimes perpétrés à Kaga-Bandoro. Très rapidement, les informations se répandent dans la ville de bouche à oreille. S'en suivent alors bien souvent de vives tensions à travers la ville, élevant ainsi le risque de survenue d'affrontements violents.

Aussitôt informés, les officiers de police individuels de l'Unité de police constituée (UPC) du Rwanda entreprennent nombre d'actions pour atténuer la tension et rassurer la population. Leurs interventions se soldent par des résultats positifs en grande majorité. Cette implication de l'UNPOL pour ramener le calme, en appui aux militaires de la MINUSCA et des Forces de sécurité intérieure, est quasi permanente dans cette ville où la situation sécuritaire reste fragile, en raison de la présence de groupes armés. Ici, tout incident est susceptible de dégénérer en violences intercommunautaires à tout instant.

Nombreuses sont donc les patrouilles et autres interventions de la Police de la MINUSCA pour prévenir toute violence, maintenir une présence dissuasive, protéger les institutions, mais aussi pour une réaction rapide, en cas de besoin.

"Cette présence marquée contribue à dissuader certains criminels issus des groupes armés qui profitent de l'absence de forces de sécurité nationale pour commettre divers délits en s'attaquant à la population civile", affirme N.D. un résident de Kaga-Bandoro.

Comme le fait valoir le Commandant UNPOL dans les préfectures du Centre du pays, Christian Munteanu, au cours des deux derniers mois, la Police des Nations Unies a récupéré et rendu à leurs propriétaires plus de 15 motos objets de vol. "Les gens s'adressent à nous pour trouver des solutions à divers problèmes, parmi lesquels la recherche de leurs biens volés. Bien que certaines de ces tâches ne fassent pas partie de notre mandat, et que nous ne puissions pas remplacer les autorités étatiques,

nous essayons de les aider dans la mesure de nos capacités," explique-t-il.

En ce qui concerne les actes criminels graves, la Police des Nations Unies à Kaga-Bandoro rédige les procès-verbaux de renseignements judiciaires destinés au Procureur de la République. Après les enquêtes, lorsque des preuves suffisantes sont réunies, les présumés coupables sont transférés à Bangui. À en croire le Commandant UNPOL du Secteur Centre, plus de 20 criminels de haut vol issus des Anti-Balaka et ex-Seleka ont ainsi été transférés à Bangui, au cours des 12 derniers mois.

Des actions que salue le chef de Bureau de la MINUSCA pour la région Centre, Renner Onana, qui se félicite du rôle que joue la police dans la pacification de la ville. "Actuellement, nous enregistrons 100% d'élucidation des crimes et délits, et malgré les provocations des groupes armés, la Police des Nations Unies réussit à endiguer certains phénomènes de violence dans un contexte de forte polarisation", explique-t-il ■



Photos UN / MINUSCA

LUTTE CONTRE LES MINES ET RESTES D'EXPLOSIFS : SENSIBILISER LES ENFANTS AUX DANGERS

Le 7 avril 2017 la MINUSCA a réaffirmé son attachement à la lutte contre les mines anti personnelles et autres explosifs de guerre en Centrafrique. C'était à la faveur d'une cérémonie présidée par la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en charge des Affaires politiques et des questions de protection des civils, Diane Corner, et à laquelle ont participé, entre autres, le ministre de l'éducation nationale, Moukadas Noure, le ministre-conseiller à la Présidence de la République, chargé du DDR/RSS, Jean Willibyro-Sako, le Commandant adjoint de la Force de la MINUSCA, le général Daniel Sidiki Traoré, et plusieurs autres personnalités.

Le chef de programme du Service de la lutte anti-mines de l'ONU (UNMAS), Richard Derieux, a tenu à souligner que la lutte contre les mines et les restes d'explosifs de guerre (REG) ne se résume pas seulement à la destruction des engins mais surtout « à la sensibilisation ». Un aspect sur lequel la Représentante spéciale adjointe s'est, à son tour, largement appesantie : « il est impératif de mettre l'accent sur la sensibilisation aux dangers liés aux mines et aux restes d'explosifs de guerre. Cette sensibilisation doit surtout être orientée vers les enfants qui sont généralement des victimes innocentes. »

Les enfants, au centre de cette cérémonie, ont présenté des sketches pour exprimer leur implication dans cette lutte mondiale. Parmi eux, Karl Nagoue, un enfant de la rue, en parle : « Nous sommes le plus souvent les premiers à trouver les engins explosifs, et il est important que nous soyons sensibilisés sur la conduite à tenir. »

Déployé en Centrafrique depuis janvier 2014, le Service de la lutte anti-mines de l'ONU s'est attaqué, depuis lors, à entreposer et à sécuriser les stocks d'armes légères et de petits calibres ainsi qu'à collecter ou à détruire les armes et munitions saisies, non marquées ou détenues illicitement.

Depuis 2014, l'unité a procédé à la destruction de 350.614 munitions. Elle a aussi assuré la formation de 117 personnes à la gestion des armes et des munitions et celle de 3.203 personnes aux risques des Engins Explosifs Improvisés (EEI) et les Restes d'Explosifs de Guerre ■



LUTTE CONTRE LE BANDITISME : LES PATROUILLES CONJOINTES FSI-MINUSCA REPRENENT POUR COMBATTRE LE FLÉAU

La Police de la MINUSCA et les Forces de sécurité intérieure centrafricaines (Police et Gendarmerie) ont repris le 08 avril 2017, les patrouilles conjointes de sécurisation dans la ville de Bangui et ses environs pour faire face à la recrudescence des actes de banditisme. « Cette opération va durer un mois et vient renforcer le dispositif sécuritaire déjà existant », indique le porte-parole de la Police, le Lieutenant Salifou Konseiga.

À l'intérieur du pays, ce sont 2.122 patrouilles qui ont été conduites notamment pour protéger la population civile, selon le porte-parole militaire, le major Khalid Rahhali. La situation sécuritaire reste, cependant, tendue dans l'est du pays, malgré un calme précaire à Bria sous l'effort conjugué de la MINUSCA et des autorités civiles. « Dans les localités comme Bakouma et Bangassou, la Force a installé une base temporaire et a renforcé sa présence pour et Bangassou stopper et contrer les exactions des différents groupes armés », affirme le porte-parole.

Rappelons que dans le cadre du mandat, la MINUSCA soutient, à travers sa composante Police et sa Force, les efforts nationaux en matière de protection des civils et de restauration de l'autorité de l'État en Centrafrique ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

La MINUSCA a documenté 26 incidents de violations et d'abus des droits de l'homme dans le pays entre le 5 et le 11 avril 2017, affectant ainsi 44 victimes.

POUR FAIRE DU SPORT UN VECTEUR DE PAIX ET DÉVELOPPEMENT EN RCA

L'édification 2017 de la Journée internationale du sport au service de la paix et du développement a été célébrée le 8 avril à travers la RCA. Dans ce pays où l'on peine à sortir d'une crise sécuritaire, l'occasion a été saisie pour mettre en exergue le rôle du sport dans le processus de retour à la paix. Pour la circonstance, le Comité National Olympique et Sportif Centrafricain (CNOSCA), en partenariat avec la MINUSCA, a organisé nombre de manifestations sportives pour marquer cette journée, placée sous le thème 'Plaidoyer pour une grande contribution du sport à la paix et au développement de la République centrafricaine.'

À Bangui, une cérémonie officielle a d'abord réuni, au Parlement, des membres du Gouvernement et de la MINUSCA en présence de divers acteurs du monde sportif. Puis, place à diverses activités sportives, au nombre desquels des tournois de football et de basketball. Par la suite, Le tournoi de football a regroupé quatre écoles de football du 3ème, 4ème, 6ème et 7ème arrondissement devant un public de près de 300 personnes y ont pris part. Un pas important vers le retour au vivre-ensemble puisque c'est la première fois depuis la crise que des équipes du 3ème et 4ème arrondissement effectuent un déplacement dans le 7ème arrondissement. La MINUSCA a mis à disposition huit trophées et six ballons. Enfin, un tournoi de basket-ball a également réuni quatre équipes de garçons et

quatre de filles âgés de moins de 16 ans. À l'issue du tournoi, toutes les équipes ont reçu des trophées, ainsi que des ballons de basket-ball, les équipes non finalistes ayant eu droit à des trophées de participation. Occasion pour la MINUSCA de sensibiliser le public sur les abus sexuels dans le milieu des jeunes.

À Bossangoa où la journée a été célébrée le 8 avril 2017, le bureau de la MINUSCA de Bossangoa, a organisé, une session de formation et de sensibilisation à l'intention de 60 élèves de moins de 16 ans, filles et garçons, issus des écoles primaires et du lycée moderne de Bossangoa, en vue de leur inculquer les valeurs et les vertus du sport. Cette activité présidée par le Secrétaire Général de Préfecture, a été suivie par deux rencontres de football qui ont eu lieu au stade Catholique de Bossangoa. « Le sport c'est aussi le pardon, l'amour, la tolérance et l'esprit de fair-play. Le sport a tant de valeurs que vous devez les cultiver au quotidien afin d'être de grands rassembleurs et de vrais artisans de la paix pour un développement harmonieux de la République Centrafricaine», a soutenu le chef de bureau de la MINUSCA de Bossangoa, Bara Dieng.

Rappelons que c'est en août 2013 que l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de proclamer le 6 avril, Journée internationale du sport pour le développement et la paix dans le monde ■



Photos UN / MINUSCA





nels de la MINUSCA, ainsi que de la communauté rwandaise en RCA. Le Gouvernement centrafricain s'est fait représenter par le Premier ministre, Mathieu Sarandji, et le Président de l'Assemblée nationale, Abdou Karim Meckassoua, entre autres.

gnant que « chaque période de commémoration est un rappel déchirant d'un échec collectif de notre humanité (...). Cette tragédie est aussi un rappel constant que l'humanité peut reculer, que le retour à la barbarie est toujours possible et qu'il faut rester vigilant chaque jour.»

«Par-delà le Rwanda, cette commémoration a une portée symbolique forte pour la République centrafricaine», a souligné le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, avant d'adresser «à l'ensemble du peuple Rwandais, à nos collègues rwandais qui contribuent efficacement au retour à la paix et à la stabilisation en RCA (...) mes hommages les plus chaleureux et mon respect le plus sincère; le respect dû à un peuple et à un pays qui, ayant transcendé ces heures effroyables et sombres de son histoire, a su recouvrer sa dignité et amorcer son redressement pour devenir aujourd'hui un exemple de progrès.»

Rappelons qu'en 1994, en cent jours seulement, plus d'un million de personnes ont été massacrées sur l'ensemble du territoire rwandais pour la simple raison qu'elles appartenaient au groupe ethnique Tutsi ou qu'elles refusaient de participer à la barbarie. La commémoration du 7 avril, chaque année, est faite en leur mémoire ■

En sa qualité de représentant de la diaspora rwandaise en Centrafrique, Straton Musonera, a, au nom de sa communauté, remercié les participants à la cérémonie. Cette commémoration est «un devoir qui nous rassemble tous pour continuer le combat contre la haine, la violence et l'intolérance sur notre planète », a-t-il fait valoir, souli-



SE SOUVENIR DU GÉNOCIDE RWANDAIS ET POURSUIVRE LE COMBAT CONTRE LA HAINE, LA VIOLENCE ET L'INTOLÉRANCE

À l'occasion du 23^e anniversaire du génocide contre les Tutsi au Rwanda, durant lequel des Hutus et des membres d'autres ethnies qui y étaient opposés ont été tués, une céré-

monie commémorative a réuni, le 7 avril 2017, des dizaines de personnes au camp du bataillon rwandais sis à Mpoko, à Bangui.

L'évènement a vu la présence du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies

en RCA et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga; du Commandant de la Force, le Général Balla Keïta, du Commissaire de Police, le Général de Brigade Roland Zamora, et de plusieurs membres des person-



Photos UN / MINUSCA / Archives



Photo UN / MINUSCA

FEMMES, PAIX ET SÉCURITÉ : LA RÉOLUTION 1325 VULGARISÉE À BAMBARI

Le triptyque « Femmes, Paix et Sécurité » soutenu par la résolution 1325 des Nations Unies était au menu d'une journée portes-ouvertes organisée le 4 avril 2017 à Bambari, à laquelle ont pris part le Premier ministre, Mathieu Sarandji, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Diane Corner, et une forte délégation de ministres et de députés.

Pour Bambari qui sort progressivement de plusieurs crises militaires et communautaires, cet événement visait particulièrement

non seulement à donner la parole aux femmes en tant que victimes des conflits armés, mais aussi en tant qu'actrices de paix. Ce, afin de recueillir et prendre en compte leurs visions sur la restauration de la paix en RCA et renforcer leur rôle dans la gestion des conflits au niveau local.

En sa qualité de porte-parole des femmes, Christine Ndarata a rappelé les souffrances et nombreuses violations subies par les femmes depuis le début du conflit dans la région en 2012, avant d'inviter le gouvernement et ses partenaires à coordonner leurs efforts pour améliorer la

condition des femmes de la RCA et de la préfecture de la Ouaka en particulier. « Aidez-nous à rouvrir le marché central de Bambari ; les femmes ont besoin de cet espace privilégié d'échanges pour relancer leurs petits commerces et se retrouver entre elles », a-t-elle plaidé.

Le Premier ministre Sarandji n'a, pour sa part, eu cesse de féliciter les femmes de la Ouaka pour n'avoir pas cédé aux sirènes de la division malgré les récentes tensions qui ont ébranlé la région. « Femmes de toutes les communautés de Bambari, le Gouvernement salue votre capacité de



Photo UN / MINUSCA

résilience et les efforts que vous avez déployés pour maintenir Bambari uni, en dépit des crises successives qui l'ont secoué», a-t-il indiqué, avant de les inviter à s'impliquer davantage dans la recherche et la consolidation de la paix : «Soyez à l'avant-garde de la lutte pour la consolidation de la paix à Bambari, les hommes finiront bien par

suivre votre exemple.»

S'appuyant sur cette recommandation du Premier Ministre, la Représentante spéciale adjointe, Diane Corner, a encouragé les femmes à «parler à haute voix et à exprimer leurs propositions en vue de la résolution durable du conflit toujours latent dans la région.»

Pour rappel, la résolution 1325 des Nations Unies, adoptée en 2000, souligne l'importance d'une participation active des femmes dans des conditions d'égalité, à la prévention et au règlement des conflits ainsi qu'à l'édification et au maintien de la paix ■

L'ORPHELINAT DE LA MISSION CATHOLIQUE ORTHODOXE BYZANTINE DE BIMBO REÇOIT LA VISITE DU CONTIGENT RWANDAIS DE POLICE



Le 15 Avril 2017, le Commissaire par intérim de la Police MINUSCA, le Général de Brigade Roland Zamora, a présidé une cérémonie de remise de dons du contingent Rwandais des officiers de police individuels (IPO) à l'orphelinat de la Mission Catholique orthodoxe Byzantine de Bimbo.

« Les officiers de police individuels Rwandais ont fait parler leur cœur à l'endroit de cet établissement, découvert par l'un d'entre eux à l'occasion d'une patrouille de la Police au cours de laquelle il s'est rendu compte des conditions difficiles dans lesquelles vivent les orphelins qui



s'y trouvent », a expliqué le commandant dudit contingent, (nom).

Ce don, d'une valeur totale de 745.000 FCFA, est composé de matelas, de draps, de moustiquaires imprégnées, de vivres et de matériel de nettoyage.

Les pensionnaires de l'orphelinat de la Mission Catholique orthodoxe Byzantine sont âgés de 0 à 12 ans. Était par ailleurs présent à cette cérémonie, un représentant du Préfet de Bimbo ■



LE RAPPEUR MC FONCTIONNAIRE ET LA MINUSCA POUR LA COHÉSION SOCIALE ET LA RECONCILIATION À BOUAR

Enfants, jeunes, adultes, vieux. Une foule de plus de dix mille personnes est sortie nombreuse, le 9 avril 2017 au stade Herman de Bouar, assister au concert de l'Association MC Fonctionnaire, du nom du groupe de rappers centrafricains partenaire de la MINUSCA dans ses actions en faveur de la cohésion sociale et de la réconciliation en RCA.

« Je suis artiste, je chante pour la paix » est le thème à travers lequel le groupe a transmis son message de Paix, de civisme et du vivre ensemble, afin d'amener la population à mieux connaître le mandat de la MINUSCA, le sou-

tenir et l'accompagner dans sa mise en œuvre.

La veille au camp du contingent Péruvien de la MINUSCA en poste à Bouar, MC Fonctionnaire avait donné un concert en hommage à la Force de la Mission.

Le chef de Bureau par intérim, Clément Bannem, a salué l'initiative de MC Fonctionnaire de restaurer la paix dans le pays à travers la sensibilisation par la musique.

La Force et la Police de la MINUSCA à Bouar ainsi que, se sont impliquées de manière exceptionnelle pour la réussite de l'activité. Elles ont assuré toute la logistique et ont saisi l'occasion

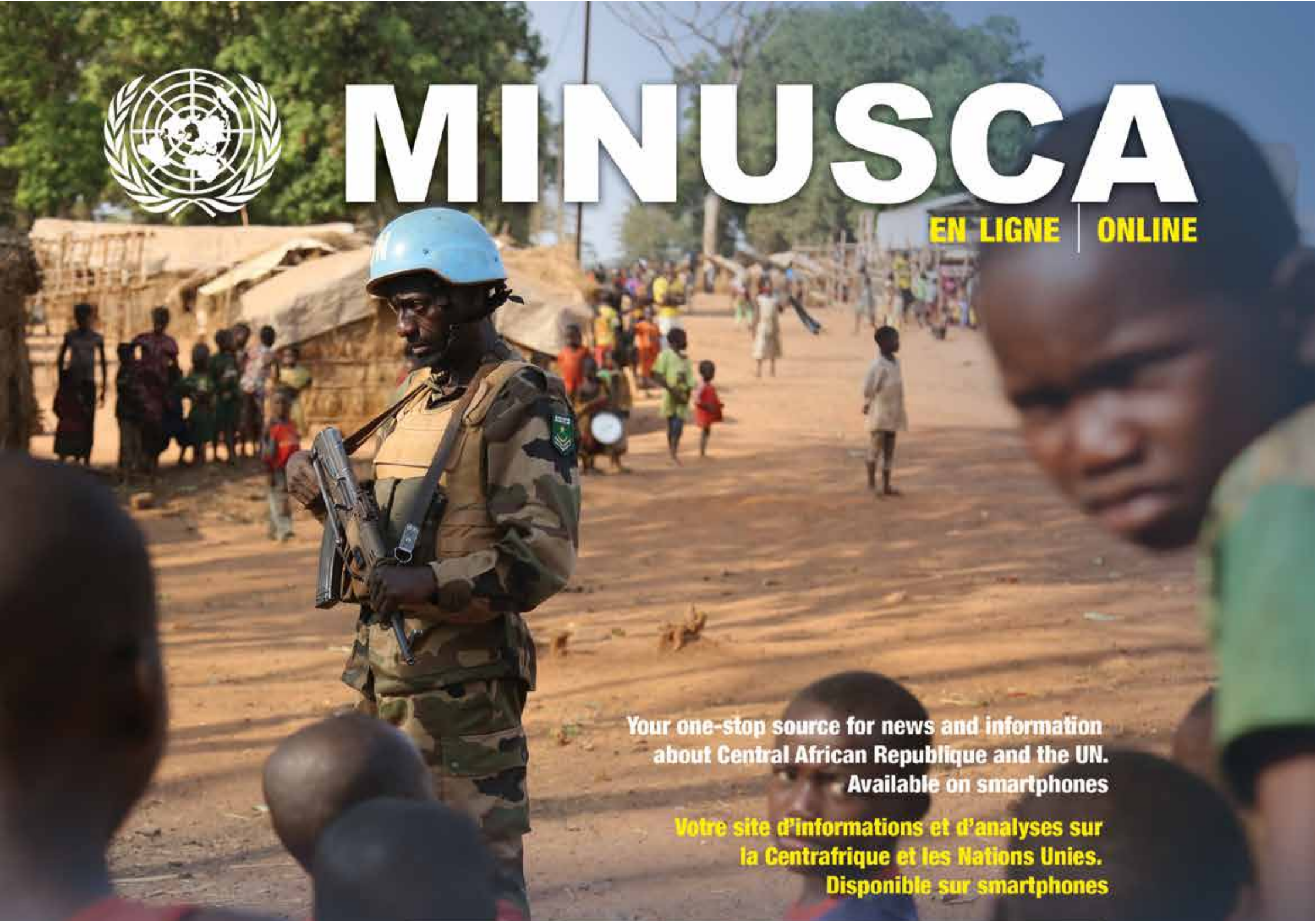
pour se rapprocher de la population en présentant des numéros de musique qui ont été appréciés et applaudis par la population présente.

Il convient de rappeler qu'après la crise qui a secoué la RCA et fortement perturbé l'économie du pays, la préfecture de la Nana-Mambéré (avec pour chef-lieu Bouar) a fait et continue de faire face à d'importants défis. Des défis à la fois sécuritaire du fait de la position stratégique de la localité (frontière camerounaise) et de cohésion entre les multiples communautés qui y vivent ■



MINUSCA

EN LIGNE | ONLINE



Your one-stop source for news and information about Central African Republic and the UN. Available on smartphones

Votre site d'informations et d'analyses sur la Centrafrique et les Nations Unies. Disponible sur smartphones



Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>